

Vu le protocole n°12 portant les conclusions des négociations menées au comité coordinateur de négociation;
 Vu l'accord du Ministre flamand compétent en matière de budget, donné le 15 avril 1996;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant que les pourcentages d'utilisation doivent être connus avant le début de l'année scolaire 1996-1997;
 Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;
 Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'article 21, § 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er avril 1993 relatif à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur la base d'un capital-périodes, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Par dérogation au § 1er du présent article, les pourcentages d'utilisation pour les années scolaires 1993-1994, 1994-1995, 1995-1996 et 1996-1997 sont fixés avant le 30 juin de l'année scolaire précédente".

Art. 2. § 1er. Les pourcentages d'utilisation, mentionnés à l'article 21 du même arrêté, sont fixés pour l'année scolaire 1996-1997 à :

- 99,375 % pour le capital-périodes dans l'enseignement maternel ordinaire;
- 98,425 % pour le capital-périodes dans l'enseignement primaire ordinaire;
- 100 % pour les périodes d'enseignement prioritaire.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1er du présent article, le pourcentage d'utilisation pour l'enseignement primaire est fixé à 99,375 % pour les écoles pour lesquelles, en vertu de l'article 5, §§ 1er et 2, du même arrêté, le capital-périodes est fixé sur la base du nombre d'élèves réguliers inscrits au 30 septembre de l'année scolaire en cours.

§ 3. Pour l'application des §§ 1er et 2, on arrondit à l'unité supérieure, si le premier chiffre après la virgule est supérieur à 4.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 juin 1996.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Bruxelles, le 23 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
 L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 96 — 1325

[C - 2916001]

18 MARS 1996. — Décret portant assentiment de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions, relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, signé à Bruxelles le 8 mars 1994, sortira à partir de cette date, son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mars 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement
 de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
 de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
 Mme ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport,
 J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
 Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents du Conseil. — N° 64 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 mars 1996.

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral,
les Communautés et les Régions,
relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes**

Vu les articles 1^{er}, 2, 3, 33, 34, 35, 39, 127-130, 167 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 92bis, § 1^{er} et § 4ter.

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 42, 60;

Vu l'article 31bis de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi du 16 juin 1989 portant sur diverses réformes institutionnelles et modifié par la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par la loi du 18 juillet 1990 et la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions, notamment les articles 4, 6, 55bis;

Considérant qu'il y a lieu d'établir dans l'ordre juridique interne les règles permettant au Royaume de Belgique de conclure des traités portant sur des compétences mixtes;

I. Phase d'information et détermination de la qualité de traité mixte

Article 1^{er}

Dès que le Gouvernement fédéral envisage d'entamer des négociations bilatérales ou multilatérales ou de participer à de telles négociations en vue de la rédaction d'un traité n'ayant pas exclusivement trait aux domaines attribués par ou en vertu de la Constitution à la compétence des Communautés, des Régions ou de l'Etat fédéral, il en informe aussitôt la Conférence interministérielle de la Politique étrangère.

L'obligation stipulée à l'alinéa premier complète celle prévue à l'article 81 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et celle prévue à l'article 31bis de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions.

Au cas où une Région ou une Communauté estime opportune l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un traité mixte, celle-ci en saisit la Conférence interministérielle de la "Politique étrangère", afin de demander que le Gouvernement fédéral prenne une initiative dans ce sens.

Article 2

Quand une Région ou une Communauté n'envisage pas de participer à des négociations pouvant mener à la conclusion d'un traité mixte, elle communique sa décision à la Conférence interministérielle au plus tard trente jours après la date de l'acte d'information.

Le secrétaire de la Conférence interministérielle en avertit le Ministre des Affaires étrangères, pour que celui-ci informe la partie étrangère de ce qu'une Région ou Communauté n'envisage pas à ce stade de participer aux négociations.

Une Région ou Communauté qui n'a pas participé à des négociations ayant mené à la conclusion d'un traité mixte, conserve le droit de signer le texte final du traité, sans plus pouvoir l'amender.

Si cette Région ou Communauté ne signe pas ce texte, les négociateurs belges informent la partie étrangère de la réserve de cette Région ou Communauté.

Article 3

Dans le cadre de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère un groupe de travail traités mixtes est institué.

Ce groupe de travail est composé de représentants de l'autorité fédérale, des Communautés et des Régions.

La Présidence est assumée par le Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Article 4

La Conférence interministérielle arrête sur proposition du groupe de travail traités mixtes, endéans les soixante jours après l'information visée à l'article 1^{er}, le caractère mixte du traité, ainsi que — en vue des négociations — la composition de la délégation belge et la position à adopter.

II. Négociations

Article 5

Les représentants des diverses autorités concernées négocient sur pied d'égalité. Les négociants ont lieu sous la direction coordinatrice du Ministère des Affaires étrangères.

Un accord de coopération distinct sera conclu avec le Collège réuni de la Commission communautaire commune portant sur les modalités d'association du Collège réuni au processus de négociation.

Quand les négociations sont menées dans un pays étranger, les autorités concernées peuvent confier la direction des négociations à l'Ambassadeur belge en poste dans ce pays.

Article 6

Les pleins pouvoirs (lettres de créance) pour la négociation de traités multilatéraux sont établis et signés par le Ministre des Affaires étrangères, moyennant l'accord formel des Ministres des Régions et/ou Communautés compétents pour les relations extérieures.

Article 7

L'authentification des textes (paraphe) est assurée par le représentant du Ministre des Affaires étrangères et par les représentants des Régions et des Communautés concernées, comme arrêté par la CIPE.

Pour des raisons pratiques il est possible de déroger à ce qui précède, moyennant concertation au sein de la CIPE.

III. Signature

Article 8

Les traités mixtes sont signés par le Ministre des Affaires étrangères ou par un représentant muni des pleins pouvoirs et par le Ministre désigné par le Gouvernement des Régions et/ou Communautés concernées, ou par un représentant muni des pleins pouvoirs.

Quand la signature a lieu à l'étranger, l'Ambassadeur en poste peut être mandaté à cet effet par les diverses autorités concernées.

Pour des raisons pratiques il est possible de déroger à ce qui précède, moyennant concertation au sein de la CIPE.

En ce qui concerne l'emploi des langues les parties au présent accord de coopération se réfèrent aux règles usuelles en vigueur au niveau fédéral.

IV. Assentiment

Article 9

Dès que le Ministre des Affaires étrangères dispose de l'original ou de la copie conforme, destiné(e) à la Belgique, d'un traité mixte, il en communique le texte aux autorités régionales et/ou communautaires intéressées en vue de son assentiment par les divers Conseils, ainsi qu'au Conseil d'Etat.

Article 10

Les Communautés et les Régions informeront le Ministre des Affaires étrangères de l'assentiment par leurs Conseils. Les Régions et Communautés seront informées de l'assentiment par le Parlement fédéral.

Article 11

Les diverses autorités concernées par un traité mixte s'efforceront d'obtenir un prompt assentiment par leur Parlement ou Conseil. Au cas où des difficultés se présentaient à cet égard, elles en informeraient au plus tôt la CIPE en vue de concertations éventuellement nécessaires.

V. Ratification. — Adhésion

Article 12

Dès que toutes les assemblées parlementaires concernées auront donné leur assentiment, le Ministre des Affaires étrangères fera établir l'instrument de ratification ou d'adhésion de la Belgique et le soumettra à la signature du Roi. C'est également le Ministre des Affaires étrangères qui fait établir et transmettre à qui il appartient les notifications relatives à l'accomplissement des formalités internes.

Article 13

Le Ministre des Affaires étrangères informe les autorités régionales et/ou communautaires intéressées de la date de ratification ou d'adhésion par la Belgique, de la date d'entrée en vigueur du traité et, le cas échéant, leur communique la liste des Etats liés à cette date.

VI. Publication au Moniteur belge

Article 14

Une fois accomplies les formalités d'entrée en vigueur d'un traité mixte, le texte ainsi que la loi d'assentiment, les références aux décrets et ordonnances d'assentiment et les renseignements relatifs à la ratification ou à l'adhésion et à l'entrée en vigueur, sont publiés au *Moniteur belge* par les soins du Ministre des Affaires étrangères.

VII. Enregistrement auprès de l'Organisation des Nations Unies

Article 15

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères fera enregistrer les traités mixtes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

VIII. Conservation des textes originaux des traités mixtes

Article 16

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de la conservation des documents originaux, à savoir :

1. les pleins pouvoirs de l'autre partie contractante;
2. l'original des traités destiné à la Belgique;
3. les instruments de ratification, les procès-verbaux d'échange ou de dépôts des instruments de ratification;
4. les certificats d'enregistrement auprès de l'Organisation des Nations Unies.

IX. *Dénonciation*

Article 17

Le Roi dénonce les traités mixtes. Tant l'Autorité fédérale que toute autre Autorité régionale ou communautaire peut prendre l'initiative à cet effet. La dénonciation des traités mixtes s'effectue, avec l'approbation de toutes les Autorités concernées, au sein de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère.

X. *Dispositions finales*

Article 18

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Article 19

Les dispositions du présent accord de coopération peuvent être revues à la requête de toute partie contractante. Une requête de révision est examinée endéans les trois mois au sein de la CIPE.

Article 20

Les développements sont une partie intégrante du présent accord de coopération.

Fait à Bruxelles, le 8 mars 1994, en six originaux, en langues française, néerlandaise et allemande.

Voor de Federale Regering,
Pour le Gouvernement fédéral,
Für die Föderalregierung,

De minister van Buitenlandse Zaken,
Le ministre des Affaires étrangères,
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

W. CLAES

Pour le Gouvernement régional wallon,
Voor de Waalse Gewestregering,
Für die Wallonische Regionalregierung,

Le ministre-président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures
et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering,
Pour le Gouvernement flamand,
Für die Flämische Regierung,

De minister-president en Vlaamse minister van Economie, KMO, Wetenschapsbeleid,
Energie en Externe Betrekkingen,
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus
J. MARAITE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 - 1325

IC - 29160001

18 MAART 1996. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, ondertekend te Brussel op 8 maart 1994, zal vanaf die datum volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 maart 1996.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid,
de Gemeenschappen en de Gewesten
over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen**

Gelet op de artikelen 1, 2, 3, 33, 34, 35, 39, 127-130, 167 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 92bis, § 1 en § 4ter;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 42, 60;

Gelet op artikel 31bis van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990 en de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 55bis;

Overwegende dat het wenselijk is om in de interne rechtsorde nadere regelen op te stellen opdat het Koninkrijk België verdragen kan sluiten die slaan op gemengde bevoegdheden;

1. Informatie en kwalificatie van een gemengd verdrag

Artikel 1

Zodra de federale Regering de bedoeling heeft bilaterale of multilaterale onderhandelingen aan te vatten, of deel te nemen aan dergelijke onderhandelingen met het oog op het opstellen van een verdrag dat niet uitsluitend betrekking heeft op de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen, de Gewesten, of de Federale Staat door of krachtens de Grondwet bevoegd zijn, wordt de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid hiervan onverwijld in kennis gesteld.

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — Nrs. 64 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 maart 1996.

De in de eerste alinea opgelegde verplichting vervuldigd die welke opgenomen is in artikel 81 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en deze voorzien in artikel 31bis van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Als een Gewest of Gemeenschap het opportuun acht onderhandelingen aan te vatten met het oog op het sluiten van een gemengd verdrag, wordt een beroep gedaan op de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid die de federale Regering verzoekt in die zin een initiatief te nemen.

Artikel 2

Wanneer een Gewest of een Gemeenschap niet de bedoeling heeft deel te nemen aan onderhandelingen die kunnen leiden tot het sluiten van en gemengd verdrag, stelt zij de Interministeriële Conferentie hiervan in kennis, uiterlijk dertig dagen na de datum van informatie-akte aan de ICBB.

De secretaris van de Interministeriële Conferentie licht de Minister van Buitenlandse Zaken hierover in, zodat deze laatste de buitenlandse partij kan informeren over het feit dat een Gewest of Gemeenschap nog niet de bedoeling heeft deel te nemen aan de onderhandelingen.

Een Gewest dat of een Gemeenschap die niet deelnam aan de onderhandelingen die geleid hebben tot het sluiten van een gemengd verdrag, behoudt het recht de eindtekst van het akkoord te ondertekenen zonder hem evenwel te kunnen amenderen.

Als dit Gewest of deze Gemeenschap deze tekst niet ondertekent, informeren de Belgische onderhandelaars de buitenlandse partij over het voorbehoud van dit Gewest of deze Gemeenschap.

Artikel 3

In het kader van de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid wordt een werkgroep gemengde verdragen ingesteld.

Deze werkgroep is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Federale Overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door het federale Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Artikel 4

Op voorstel van de werkgroep gemengde verdragen stelt de Interministeriële Conferentie binnen zestig dagen na de informatie bedoeld in artikel 1 het gemengd karakter van het verdrag vast, alsook - met het oog op de onderhandelingen - de samenstelling van de Belgische delegatie en de onderhandelingspositie.

II. Onderhandelingen

Artikel 5

De vertegenwoordigers van de betrokken overheden onderhandelen op voet van gelijkheid. De onderhandelingen vinden plaats onder de coördinerende leiding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken. Met het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt een afzonderlijk samenwerkingsakkoord gesloten over de modaliteiten van betrokkenheid van het Verenigd College bij het onderhandelingsproces.

Wanneer de onderhandelingen in het buitenland worden gevoerd, kunnen de betrokken overheden de leiding van de onderhandelingen toevertrouwen aan de Belgische ambassadeur in dit land.

Artikel 6

De onderhandelingsvolmachten (geloofsbrieven) voor multilaterale verdragen worden opgesteld en ondertekend door de minister van Buitenlandse Zaken met formele instemming van de ministers van de Gewesten en/of Gemeenschappen bevoegd voor de externe betrekkingen.

Artikel 7

De vertegenwoordigers van de minister van Buitenlandse Zaken en de vertegenwoordigers van de betrokken Gewesten en Gemeenschappen, authenticeren (paraferen) de teksten zoals bepaald door de ICBB.

Om praktische redenen kan hiervan worden afgeweken na gezamenlijk overleg in de ICBB.

III. Ondertekening

Artikel 8

De gemengde verdragen worden ondertekend door de minister van Buitenlandse Zaken of een gevolmachtigd vertegenwoordiger en de door de betrokken Gewest- en/of Gemeenschapsregeringen aangewezen minister, of een gevolmachtigd vertegenwoordiger.

Wanneer de ondertekening in het buitenland plaatsvindt, kunnen de betrokken overheden de ambassadeur op post hiertoe machtigen.

Om praktische redenen kan hiervan worden afgeweken na gezamenlijk overleg in de ICBB.

Wat betreft het gebruik van de talen, verwijzen de partijen bij dit akkoord naar de op federaal niveau geldende gebruikelijke regels.

IV. Instemming

Artikel 9

Zodra de minister van Buitenlandse Zaken beschikt over het voor België bestemde origineel of eensluitend afschrift van een gemengd verdrag, bezorgt hij de tekst ervan - met het oog op de instemming van de diverse Raden - aan de betrokken Gewest en/of Gemeenschapsoverheden. Hij stuurt ook een eensluitend afschrift aan de Raad van State.

Artikel 10

De Gemeenschappen en de Gewesten geven de minister van Buitenlandse Zaken kennis van de instemming van hun Raden. De Gewesten en Gemeenschappen worden ingelicht over de instemming in het federale parlement.

Artikel 11

De overheden betrokken bij het gemengd verdrag zetten zich maximaal in voor een tijdige instemming door hun Parlement of Raad. Mochten ter zake problemen rijzen, dan stellen zij zo spoedig mogelijk de ICBB hiervan op de hoogte met het oog op het eventueel noodzakelijke overleg.

V. Bekrachtiging — Toetreding

Artikel 12

Zodra alle betrokken parlementaire assemblees hun instemming betuigd hebben, maakt de minister van Buitenlandse Zaken de bekrachtigings- of toetredingsoorkonde van België op en legt die aan de Koning ter ondertekening voor. Ook de kennisgevingen over de beëindiging van de interne procedures worden door de minister van Buitenlandse Zaken opgesteld en ter bestemming geleid.

Artikel 13

De minister van Buitenlandse Zaken licht de betrokken Gemeenschaps- en/of Gewestoverheden in over de datum van bekrachtiging/toetreding door België, de datum van inwerkingtreding van het verdrag en in voorkomend geval, over de stand van de op dat ogenblik gebonden staten.

VI. Publikatie in het Belgisch Staatsblad

Artikel 14

Als de formaliteiten van de inwerkingtreding van een gemengd verdrag eenmaal zijn vervuld, wordt de tekst samen met de wet van instemming, de referenties m.b.t. de decreten/ordonnanties van instemming en informatie over de bekrachtiging of toetreding en inwerkingtreding, door toedoen van de minister van Buitenlandse Zaken in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

VII. Registratie bij de organisatie van de Verenigde Naties

Artikel 15

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties, laat de minister van Buitenlandse Zaken de gemengde verdragen registreren bij de Organisatie van de Verenigde Naties.

VIII. Bewaring van de originele teksten van de gemengde verdragen

Artikel 16

De minister van Buitenlandse Zaken ziet erop toe dat de oorspronkelijke stukken bewaard worden. Dit zijn:

1. de volmachten van de andere verdragsluitende partij;
2. het voor België bestemde origineel van de verdragen;
3. de bekrachtigingsoorkonden, processen-verbaal van uitwisseling of neerlegging van bekrachtigingsoorkonden;
4. de attesten van registratie bij de Organisatie van de Verenigde Naties.

IX. Opzegging

Artikel 17

De Koning zegt de gemengde verdragen op. Zowel de federale overheid als elke andere Gewest- en/of Gemeenschapsoverheid kan het initiatief daartoe nemen. De gemengde verdragen worden opgezegd met instemming van alle betrokken overheden, in het kader van de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid.

X. Slotbepalingen

Artikel 18

Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Artikel 19

De bepalingen van het samenwerkingsakkoord kunnen op verzoek van elke partij herzien worden. Een verzoek tot herziening wordt binnen drie maanden onderzocht in de ICBB.

Artikel 20

De toelichting maakt integraal deel uit van het samenwerkingsakkoord.

Gedaan te Brussel, op 8 maart 1994, in zes originelen, in de Nederlandse, Franse en Duitse taal.

Voor de Federale Regering,
Pour le Gouvernement fédéral,
Für die Föderalregierung,

De minister van Buitenlandse Zaken,
Le ministre des Affaires étrangères,
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,
W. CLAES

Pour le Gouvernement régional wallon,
Voor de Waalse Gewestregering,
Für die Wallonische Regionalregierung,

Le ministre-président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures
et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering,
Pour le Gouvernement flamand,
Für die Flämische Regierung,

De minister-president en Vlaamse minister van Economie, KMO, Wetenschapsbeleid,
Energie en Externe Betrekkingen,
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus
J. MARAITE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

F. 96 - 1326

18 MARS 1996. — Décret portant assentiment de l'Accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne (1)

[29165]

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne est approuvé.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — N° 71 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 mars 1996.